



RÉFORME DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Toute l'éducation est en danger !

La FSU, par la voix de ses syndicats, a dénoncé, à plusieurs reprises, les dangers de cette réforme :

- pour la qualité de la formation des futurs enseignants ;
- pour les élèves en face desquels ces professeurs non formés seront amenés à enseigner ;
- pour les personnels dans les établissements du premier comme du second degré qui vont devoir assumer, se substituant à une réelle formation professionnelle, un « accompagnement » au rabais des étudiants en stage, mesure rétrograde, source de désorganisation de la scolarité de milliers d'élèves ;
- pour les universités et les IUFM, démantelés.

■ La réforme Chatel-Précresse : une impasse

- Le projet de réforme conçu par le gouvernement conduit à une impasse :
- Le modèle de formation des enseignants qu'il préconise présente une séparation profonde entre les aspects disciplinaires et professionnels, les premiers relevant des seuls masters dans les universités et les seconds de l'accompagnement sur le terrain : il entérine l'abandon de toute réelle formation des futurs enseignants.
 - Ce projet exclut tout cadrage concernant les volumes horaires d'enseignement. Il supprime toute référence à un cadre national de plan de formation. Il ne s'appuie pas sur les compétences des IUFM.
 - Il ne fait référence à aucune réduction de service pour les fonctionnaires stagiaires et rajoute la formation « hors-temps de service », ce qui procurera aux stagiaires une charge de travail insupportable, empêchera toute alternance et articulation entre théorie et pratique. L'ensemble contribuera à dégrader gravement la qualité de la formation en en rejetant toute la responsabilité sur les tuteurs.

■ La rentrée prochaine : un désastre annoncé

Dans l'académie de Grenoble, dès les premiers jours de la rentrée prochaine, les stagiaires seront donc envoyés sans aucune formation face aux élèves du primaire et du secondaire. Ils seront affectés à l'année et à temps complet sur des postes réservés à cet effet, y compris dans des établissements réputés difficiles.

Tout au plus, ils seront « tutorés » par d'autres enseignants. En effet, **leur formation**, théoriquement prévue pour un tiers de temps **est ramenée à 5 semaines** sur 36 au prétexte que le temps passé auprès du tuteur ou conseiller pédagogique est pris en compte dans la formation, alors même que stagiaire et certains des conseillers pédagogiques ont des temps complets d'enseignement à assurer.

Les étudiants qui préparent les concours de recrutement, sont également mis à contribution alors qu'ils n'ont reçu aucune formation professionnelle solide : dans le secondaire, le rectorat a prévu un « tuilage » de 2 semaines entre ces stagiaires et les étudiants qui devront les remplacer au cours de ces quatre semaines de « formation ». **Ainsi, ces jeunes collègues auxquels on refuse une vraie formation devront eux-mêmes « former » ceux qui les remplaceront pendant leur « formation » !**

■ Avec cette réforme, que deviennent les enfants ?

Aujourd'hui, la communauté éducative unanime demande le retrait de ce projet. Pour la fédération FCPE des parents d'élèves, ce projet, qui concentre la formation professionnelle en fin de parcours à un moment où le jeune enseignant, une fois recruté, est déjà en poste devant les élèves, « anéantit définitivement toute formation professionnelle des enseignants avant leur recrutement. (...) Est-ce ainsi que l'on améliorera la réussite scolaire des élèves, que l'on conduira 80% d'une classe d'âge au bac et la moitié à un diplôme du supérieur, qu'on accompagnera les élèves en difficulté, qu'on intégrera tous les élèves et qu'on ne laissera aucun jeune sortir du système sans diplôme ni qualification ? Bien sûr que non ! »

Toute la formation professionnelle, pédagogique, psychologique des enseignants est aujourd'hui sacrifiée et, par ricochet, c'est la formation des élèves que l'on sacrifie.

La FSU rappelle son exigence d'une véritable formation des enseignants et notamment d'une année de formation post-concours en alternance (1/3 en établissement, 2/3 en formation).

La FSU appelle l'ensemble des citoyens à manifester son refus de cette réforme

en signant la pétition « 100 000 voix pour la formation des enseignants »
<http://www.100000voixpourlaformation.org/>

Rassemblement devant le rectorat de Grenoble
jeudi 20 mai à 16h30